

EST & OUEST

BULLETIN MENSUEL
D'ETUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — 75008 PARIS
Téléphone 387-36-71

U. R. S. S. 81

« LA menace soviétique est-elle un mythe ou une réalité ? ». Telle est la question que posent deux journalistes soviétiques, Ninel et Youri Strelsov, dans une brochure tirée à des millions d'exemplaires par l'Agence de presse Novosti, de Moscou, et généreusement distribuée à la Fête de « l'Humanité ».

Bien entendu leur réponse est sans appel, « Il s'agit d'un rideau de fumée ».

Sur quoi se fondent-ils ? Mais principalement sur les propos de Léonid Brejnev :

« Attribuer à l'Union soviétique des desseins perfides en Europe, en Afrique, au Proche-Orient ou à l'égard des Etats-Unis n'est qu'un procédé indigne de la lutte politique ».

Ou encore :

« L'Union soviétique se préoccupe d'assurer efficacement sa défense, mais elle ne cherche ni ne cherchera jamais à obtenir la supériorité militaire sur l'autre partie ».

A beau mentir qui vient de loin. Voyons plutôt les faits. Les dernières années de la septième décennie du XX^e siècle ont été marquées en U.R.S.S. par la fin du très relatif dégel ouvert par Khrouchtchev à l'intérieur du pays et par la reprise d'une politique agressive à l'extérieur des frontières.

Comme l'a bien précisé Brejnev au cours du XXIV^e Congrès du P.C.U.S. : « Large et multiforme est, dans les conditions actuelles, l'activité de notre parti sur l'arène internationale. Il n'existe probablement pas un seul coin sur la terre, dont la situation ne doive

pas être prise en considération pour l'élaboration de notre politique étrangère » (« Pravda », 25 février 1976).

Ainsi, le monde entier semble être devenu en réalité aujourd'hui un gigantesque échiquier sur lequel la direction suprême de l'U.R.S.S. déplace froidement ses pions.

LE PLAN DU KREMLIN

Dans un article publié dans la revue *Possev*, paraissant à Francfort-sur-le-Main, le professeur Alexandre Avtorkhanov, ex-haut fonctionnaire de l'appareil du Comité central du P.C.U.S. et auteur d'ouvrages très remarquables (notamment « *Staline assassiné* », Presses de La Renaissance, 1980), estime que la stratégie du Politburo s'appuie sur quatre considérations fondamentales :

1°, la disparition des empires coloniaux occidentaux a créé un certain nombre de vides politiques qu'il faut remplir avec des régimes pro-soviétiques.

2°, l'échec de la guerre du Vietnam et l'affaire du Watergate ont incité les U.S.A. à se retirer des zones périphériques d'affrontement. C'était là une chance inespérée qu'il fallait exploiter sans tarder.

3°, la perte par les U.S.A. de leur auréole d'invincibilité et la disparition de leur leadership dans le monde libre ont provoqué une crise de confiance entre l'Europe et les Etats-Unis. Il fallait à tout prix tirer parti de

cette crise pour affaiblir notamment la puissance de l'O.T.A.N.

4^e, enfin tous les moyens doivent être mis en œuvre pour s'opposer aux tentatives occidentales de faire de la Chine une puissance militaire.

Compte tenu de toutes ces considérations, Brejnev et son cénacle auraient mis au point, selon Alexandre Avtorkhanov, un plan de neutralisation psychologique de l'Occident grâce à la politique de pseudo-détente. Simultanément, les forces pro-soviétiques du tiers-monde étaient mobilisées sous le slogan général de la « guerre de Libération nationale contre l'impérialisme ».

Ainsi, la direction soviétique serait revenue à la doctrine de la révolution mondiale, prônée par Lénine.

LA REVOLUTION MONDIALE

Comme preuve du bien-fondé de sa thèse Avtorkhanov cite notamment la *Pravda* du 18 mars 1971 :

« Certes, Lénine est né en Russie, mais il ne s'est jamais représenté la révolution russe que comme une composante et un facteur de la révolution mondiale ».

Par ailleurs, les documents du XXIV^e Congrès du P.C.U.S. proclament : « Aujourd'hui, nous voulons assurer une fois de plus nos camarades de lutte, les communistes du monde entier, que notre parti marchera toujours en ordre de combat le plus étroit avec vous... La victoire complète du socialisme dans le monde entier est inéluctable et nous combattons pour cela sans ménager nos efforts.

Au cours du XXV^e Congrès du P.C.U.S., Léonid Brejnev fut encore plus explicite :

« La détente ouvre des possibilités favorables à une large diffusion des idées du socialisme », déclara-t-il. « Certains politiciens occidentaux font grand bruit à propos de la solidarité des communistes soviétiques avec la lutte des autres peuples... Or, la détente n'abolit nullement les lois de la lutte des classes. Nul ne peut s'attendre à ce que dans les conditions de la détente les communistes fassent la paix avec l'exploitation capitaliste ». (*Pravda*, 25 février 1976).

Effectivement, tout au long des quinze dernières années, Brejnev s'est fiévreusement consacré à constituer sous le couvert de la « détente » les conditions nécessaires pour une intervention de l'U.R.S.S. dans les pays du tiers-monde. Cette immixtion va de l'organisation des coups d'Etat sur le modèle du Mozambique à l'agression ouverte comme en Afghanistan. En ce qui concerne cette dernière intervention, débordant pour la première

fois sa zone réservée, l'U.R.S.S. cherche à créer un précédent lui permettant d'atteindre par petits bonds consécutifs les rivages de l'Océan Indien. Cette étape ne serait, elle aussi, que provisoire et le mouvement pourrait se poursuivre ensuite vers l'Est et vers l'Ouest.

Certes, affirme Avtorkhanov, les forces unies du monde libre sont encore supérieures à celles de l'U.R.S.S., mais l'Occident manque d'esprit de solidarité et de volonté de résistance.

De son côté, le colonel Michel Garder, spécialiste bien connu des affaires soviétiques, a mis en évidence une sorte de « ligne de fracture de la paix mondiale », formant un vaste arc de cercle allant de la mer du Japon à la mer Baltique et jalonnée par sept points particulièrement chauds : la Corée, la frontière sino-soviétique, l'Inde, le Golfe Persique, le Proche-Orient, les Balkans et la Pologne. Toute explosion dans chacune de ces zones peut déboucher sur une nouvelle guerre mondiale.

PRÉPARATIFS DE GUERRE

L'U.R.S.S. s'y prépare fiévreusement, sans que l'on puisse affirmer avec certitude qu'elle la souhaite délibérément. Toutefois, le Département d'Etat a publié récemment des informations très inquiétantes sur le réarmement de la Russie soviétique. Selon ces données, l'U.R.S.S. serait décidée à lui sacrifier 15 % de son produit national jusqu'en 1985. La plus grande partie de ces ressources sera consacrée à la fabrication et au perfectionnement de l'armement nucléaire.

Or, en Europe, le déséquilibre atomique est manifeste :

1979-1980	OTAN + France	U.R.S.S.
Porteurs	416	1.141
Ogives	1.238	1.646
Mégatonnes ..	331	1.391

Paul-Marie de la Gorce signalait à ce propos dans *Le Figaro* du 8 janvier 1981 que « les Soviétiques disposent maintenant d'une arme exceptionnellement performante avec le S.S. 20, missile de quatre mille kilomètres de portée, à trois têtes nucléaires indépendamment guidées, dont la précision permettrait, si elles étaient en nombre suffisant, de détruire en une ou deux salves le gros des forces et infrastructures de l'O.T.A.N. Ils sont aujourd'hui 150 à 200. La production en est de 50 à 60 par an et le programme actuel en prévoit 360 ».

En ce qui concerne les armes conventionnelles, la situation est encore pire :

1979-1980	O.T.A.N.	U.R.S.S.
Chars	7.000	20.500
Avions de combat tactiques	2.350	4.200

Tel est donc l'équilibre ou plutôt le déséquilibre des forces. Il faut ajouter à cela que la stratégie militaire soviétique s'appuie sur le postulat selon lequel « toute guerre ne peut se terminer simplement par une défaite de l'adversaire. Elle doit conduire à sa destruction totale ».

Même dans la période de paix relative que nous traversons, les forces armées soviétiques s'évaluaient en 1980 à 3,7 millions d'hommes, auxquels s'ajoutent 450.000 soldats et officiers appartenant aux unités d'élite des gardes-frontières, ainsi que les « forces de l'intérieur » dépendant directement du M.V.D. L'ensemble représente 170 divisions, dont 45 divisions blindées.

Pour sa part, la flotte de combat soviétique, extrêmement sophistiquée et renforcée au cours des dernières années, compte 433.000 hommes. Elle comprend 2.000 unités, dont 35 croiseurs et 338 sous-marins, opérant aujourd'hui dans toutes les mers du globe. Quarante-dix d'entre eux sont armés de fusées balistiques. On compterait 158 sous-marins nucléaires. Ainsi, les forces navales soviétiques peuvent désormais croiser dans les océans les plus éloignés, indépendamment des bases terrestres.

Ce qui est plus grave encore, c'est que cette gigantesque armée continue à se renforcer et à se perfectionner. Au début de l'année 1980, le Département d'Etat a fait savoir, par exemple, que selon des informations dont il dispose, trois nouveaux modèles de chasseurs, un bombardier T 26 perfectionné, ainsi qu'un nouveau modèle de char viennent d'être mis en service. En outre, des sous-marins à revêtement de titane, permettant des plongées jusqu'à 600 mètres, c'est-à-dire beaucoup plus profondes que celles auxquelles peuvent se livrer les sous-marins classiques, viennent de faire leur apparition.

LA POLOGNE

Deux des zones de fracture politique mises en évidence par le colonel Garder se trouvent déjà en éruption : la Pologne et le Golfe Per-

sique. La moindre explosion peut provoquer le drame.

En ce qui concerne la première d'entre elles, de nombreux observateurs tendent à penser que si un conflit ouvert entre les forces en présence venait à éclater, l'initiative ne pourrait en venir que du côté de ceux dont la situation est la plus menacée, c'est-à-dire de l'appareil du parti et des services de la Sécurité d'Etat. Cela est d'autant plus plausible que le noyau moteur de ces forces perçoit distinctement derrière son dos la présence de 15 divisions blindées sur les frontières nord-est du pays, sans parler des forces soviétiques stationnées en permanence à l'intérieur de la Pologne. Par ailleurs, il compte bon nombre de personnages qui n'hésiteront pas, le cas échéant, à faire appel à « l'aide fraternelle » de Moscou.

Cependant, une intervention militaire en Pologne signifierait la fin définitive de la « politique de détente », devenue la conception officielle du régime de Brejnev au cours des dix dernières années. En outre, les contre-coups psychologiques d'une telle opération pourraient se faire sentir même à la périphérie de l'empire communiste : à Cuba, en Angola, en Ethiopie, etc. L'équipe au pouvoir prendra-t-elle un tel risque ?

L'AFGHANISTAN

Au milieu de la « ligne de fracture politique » bouillonne le second volcan, celui de l'Afghanistan, véritable guerre coloniale dans laquelle l'U.R.S.S. a fini par s'enliser sous l'œil à peu près indifférent de l'Occident.

Vers le milieu de l'année 1980, le corps expéditionnaire soviétique comptait 90.000 hommes. Au cours de l'été, d'importants contingents supplémentaires ont été dirigés vers l'Afghanistan, où les effectifs soviétiques s'élèveraient à 150.000 hommes. Dans la seule région de Kaboul, on en compterait 65.000.

Simultanément, ont été réduits jusqu'à 20.000 hommes les effectifs de l'armée régulière afghane. On estime à 70.000 le nombre des militaires afghans passés avec armes et bagages du côté des patriotes ou tués dans les combats. Quant aux troupes encore fidèles à Babrak, Karmal, elles ont été partiellement désarmées, ayant dû notamment remettre aux occupants leurs armes anti-chars et anti-aériennes. En outre, par mesure de sécurité, les autorités soviétiques ont décidé de poursuivre désormais la lutte contre les insurgés à l'aide d'unités mixtes soviéto-afghanes.

Contrairement aux allégations de la brochure « La vérité sur l'Afghanistan », largement diffusée à la Fête de l'Humanité, trois considérations jouent un rôle définitif.

D'une part, le régime de Babrak Karmal n'exerce aucune influence réelle sur la population, dont la structure religieuse et tribale interdit la mise en place d'une « démocratie populaire » par les moyens classiques.

D'autre part, le mouvement des insurgés ne dispose ni du soutien financier, ni de l'appui militaire, ni du support politique, ni de l'appui moral de l'Occident. Il ne peut par conséquent se lancer dans aucune offensive de grand style contre l'occupant.

Quant aux troupes d'occupation, elles ne sont pas en mesure d'obtenir, avec leurs effectifs actuels, un revirement militaire décisif en leur faveur. Seul le Politburo est habilité à se prononcer sur le principe d'une intervention en force qui permettrait de mater la résistance en détruisant sans pitié villes et villages afghans. S'y résoudra-t-il ? Toute la question est là.

LE TIERS-MONDE

En dehors de ces deux « points chauds », nonobstant les propos de Brejnev sur les intentions prétendument pacifiques de l'U.R.S.S., celle-ci poursuit son travail de sape dans les autres parties du monde.

Dans le tiers-monde, l'Union soviétique agit généralement par l'intermédiaire de « partis frères », tels que le Parti Socialiste Unifié de la R.D.A. Celui-ci s'active notamment en Afrique. Dans la seule Angola ses effectifs dépassent aujourd'hui 2.000 hommes. En outre, l'Allemagne orientale vient de conclure un accord avec le régime marxiste du Mozambique relatif à la « préparation professionnelle » de la jeunesse noire. Toutefois, le principal auxiliaire du P.C.U.S. en Amérique latine et en Afrique reste Fidel Castro. Selon l'Agence Chine Nouvelle, 50.000 militaires et plusieurs milliers de « non-combattants » se trouveraient actuellement dans une quinzaine de pays pour activité de « solidarité anti-impérialiste ». On connaît ainsi la participation de militaires cubains aux combats qui se sont déroulés en Angola et en Ethiopie. Par ailleurs, Fidel Castro a reconnu avoir envoyé récemment 554 « instructeurs » au Nicaragua pour y jouer un « rôle révolutionnaire et culturel », renforçant l'activité des 500 Cubains qui s'y sont introduits antérieurement. C'est un rôle identique que Cuba joue au San Salvador et, d'une manière générale, dans tous les pays d'Amérique Latine où fermente la rébellion dite « anti-impérialiste ».

En échange de ses services, Cuba reçoit d'U.R.S.S. armes, avions et unités navales.

Simultanément, d'importants contingents soviétiques sont stationnés en permanence à

Cuba. Selon la presse américaine, ces effectifs atteindraient 5.000 hommes, sans compter les « instructeurs » militaires et civils. En outre, d'importantes unités aériennes sont également basées dans l'île. Les pistes des aérodromes soviétiques ont été d'ailleurs prolongées pour recevoir les nouveaux bombardiers atomiques T 22. Par ailleurs, de nombreux sous-marins atomiques, dotés de missiles pointés vers les U.S.A., croisent également dans les eaux de l'île.

En ce qui concerne l'aide accordée par l'U.R.S.S. aux pays du tiers-monde, elle est essentiellement d'ordre militaire. C'est ainsi qu'entre 1973 et 1979, les fournitures d'armes soviétiques ont atteint le chiffre astronomique de 20,7 milliards de dollars. 75 % de ce matériel ont été achetés par les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord pour être ensuite partiellement réexpédiés ailleurs.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN U.R.S.S.

Si grandioses que soient les plans stratégiques du Politburo, si vaste que soit son champ d'action, celui-ci est conditionné, avant tout, par la situation économique du pays lui-même. Or, c'est précisément là que le bât blesse. Ne serait-ce l'aide occidentale, la Russie Soviétique se trouverait à bien des égards en fâcheuse posture. Notamment, la virulence de sa politique étrangère serait probablement moindre.

Voyons donc comment se présentent les choses.

Dès le début de l'année 1980, le ministre des Finances Garbouzov annonçait qu'en 1979, le revenu national avait augmenté de 9 milliards de roubles. Or, cela représentait en réalité une baisse catastrophique, puisque le chiffre correspondant de l'année précédente était de 16 milliards de roubles. Selon l'Institut Allemand de Recherches Economiques, l'augmentation du revenu national en 1979 était la plus faible depuis la fin de la guerre.

Le 21 octobre 1980, s'est tenu à Moscou le traditionnel Plenum d'automne du Comité Central, consacré à l'examen du plan d'Etat pour 1981. Il s'est avéré que la chute des taux de croissance, déjà observée l'année précédente, s'est poursuivie. Ainsi, l'augmentation du revenu national en 1980 n'a été que de 3,8 % au lieu des 4 % prévus par le plan et des 4,3 % fixés pour l'année précédente. En ce qui concerne 1981, l'augmentation prévue n'est que de 3,4 %. Que sera-t-elle en réalité ?

Il en va de même pour la production industrielle. En 1980, le taux de croissance dans cette branche a été de 4 % au lieu des 4,5 % annoncés par le plan. Un an plus tôt, le chif-

fre correspondant était de 5,7 %. En ce qui concerne l'année 1981, l'augmentation de la production industrielle fixée par le plan est de 4,1 %, ce qui représente une dégringolade brutale par comparaison avec les chiffres correspondants d'il y a deux ans.

La situation intérieure ainsi que les événements de Pologne ont sans doute incité les dirigeants soviétiques à fixer pour l'année 1981 une augmentation de la production des biens de consommation (4,2 %) très légèrement supérieure à celle de l'industrie lourde (4,1 %), ce que Brejnev n'a pas manqué de souligner dans son message de Nouvel an. En ce qui concerne l'augmentation prévue des salaires, elle n'a été que de 1,8 % et n'a certainement pas dépassé le niveau de l'inflation.

On constate d'ailleurs une chute équivalente de l'augmentation des revenus réels par tête d'habitant. Elle était de 3 % selon les prévisions pour 1980, alors qu'en 1981 le plan ne prévoit plus que 2,9 %.

L'ESPAGNE

Il est également significatif que selon un article publié dans la *Pravda* du 24 mai 1980, on observe en U.R.S.S. une chute ininterrompue de l'intérêt présenté pour les salaires, considérés comme stimulant de la production. Cela provient notamment de l'énorme disproportion existant entre les exigences de la population à l'égard des marchandises de grande consommation et leur quantité réelle. Près de 200 milliards de roubles auraient ainsi été épargnés par les habitants, alors que l'Etat ne peut mettre à leur disposition que pour 60 milliards de roubles de marchandises.

Toutes ces raisons contribuent à accentuer encore des phénomènes inhérents à tout système planifié à outrance : le gaspillage, la production démesurée de rebuts et les actes de vandalisme de toutes sortes.

GASPILLAGES

Ainsi, l'approvisionnement plus qu'insuffisant de l'industrie et de l'agriculture se trouve encore considérablement aggravé par les déprédations et les vols commis en cours de transport par voie ferrée.

La *Litératournaya Gazeta* du 2 juillet 1980 fournit un certain nombre de chiffres relatifs aux immenses préjudices que ces déprédations causent à l'économie nationale. L'agriculture est particulièrement touchée.

C'est ainsi, par exemple, que plus de la moitié des machines agricoles destinées aux

diverses branches de l'économie nationale de la république de Kazaquie parviennent à destination avec des pièces subtilisées en cours de transport.

« En 1978, 360 moissonneuses-batteuses « Niva » sont arrivées dans la région de Koustanaï. 152 d'entre elles ont subi des déprédations en cours de route... En sept mois de l'année 1979, 366 moissonneuses-batteuses « Niva » sont arrivées dans la région de Pavlodar avec des pièces volées en cours de route... ».

A la suite de ces déprédations commises en 1979 durant la période des récoltes, « les bases d'approvisionnement et de fournitures comptaient au 1^{er} août 1979 sept cents soixante dix-huit moissonneuses-batteuses immobilisées par le démontage de certaines pièces, ainsi que 132 tracteurs et 277 voitures. Cela faisait au total 2277 unités d'équipement motorisé... ».

Le correspondant du journal ajoute que la réception de machines inutilisables par manque de pièces, volées en cours de route, « a pris un caractère chronique et leur nombre augmente d'année en année ».

L'état des choses est identique en ce qui concerne les voitures de tourisme. La *Pravda* du 2 juillet 1980 signalait que « d'insaisissables ravisseurs ont « déshabillé » 13.000 voitures particulières, 11.000 moissonneuses-batteuses, 12.000 tracteurs, ainsi qu'un important équipement ».

MALFAÇONS

Tout aussi grave est le problème des malfaçons dans le bâtiment. Les publications de propagande soviétiques vantent les réalisations obtenues, paraît-il, dans ce domaine. Ainsi l'ouvrage « U.R.S.S. 75 », publié par l'Agence de presse Novosti écrit :

« Durant les trois premières années du quinquennat (1971-1973), ont été construits plus de 6,6 millions d'appartements ».

Cela est possible. Toutefois, la *Litératournaya Gazeta* du 3 septembre 1980 nous apprend que la proportion d'appartements inhabitables par suite de malfaçons constitue une plaie à l'échelon national :

« En recevant de l'Etat... de grands logements tout équipés, des centaines de milliers de familles se lamentent au lieu de se réjouir ». Quelques lignes plus loin l'hebdomadaire précise : « Ce problème concerne des millions de familles ».

Ces quelques exemples montrent éloquemment le degré de gabegie régnant aujourd'hui dans la plupart des secteurs de l'industrie soviétique. Mais ne nous y trompons pas : le

trait caractéristique de toute économie à la mode soviétique est de pouvoir conserver en fin de compte le niveau voulu grâce, en partie, à l'existence de la main-d'œuvre gratuite du Goulag et au prix, bien entendu, de colossales dépenses inutiles, d'heures chômées et de monceaux de rebuts.

AGRICULTURE ET ÉLEVAGE

L'agriculture est probablement le secteur le plus boiteux de toute l'économie soviétique. Ce phénomène date de la révolution. Pays essentiellement agricole, dont les exportations constituaient la grande richesse à l'époque tsariste, la Russie, durant toute la période soviétique, n'a pu subvenir à ses propres besoins pour devenir finalement dépendante du « monde capitaliste ». Les innombrables « expériences » tentées tant durant l'ère stalinienne que pendant les années ayant suivi sa mort, notamment par Khrouchtchev, ont parfois placé l'agriculture au bord de la catastrophe et la population du pays au bord de la famine. Une seule soupape de sécurité avait été conservée : les lopins de terre individuels.

L'agriculture et l'élevage soviétiques comportent deux secteurs bien distincts : les entreprises collectivisées, s'étendant sur une superficie totale de 549 millions d'hectares de terres cultivables et les petites exploitations individuelles couvrant 7,9 millions d'hectares.

Or, d'année en année, de décennie en décennie, par suite d'une mauvaise gestion et du gaspillage, le secteur collectivisé ne parvient pas à exécuter les plans qui lui sont assignés. En 1980, selon des informations officieuses, la récolte des céréales aurait été, par exemple, de 182 millions de tonnes, c'est-à-dire inférieure de 22 % aux prévisions.

Aujourd'hui, le pays manque de blé, de pommes de terre, de légumes, de beurre, de viande et de bien d'autres produits de première nécessité. Des cartes de rationnement ont été instituées dans certaines républiques les plus mal loties. N'eût été l'Occident, perpétuellement injurié, mais toujours prêt à se mettre en quatre pour sortir l'U.R.S.S. de l'ornière, l'économie collectiviste connaîtrait probablement un de ses plus cinglants échecs.

Comme nous l'avons remarqué (1) il existe pourtant une seconde planche de salut, spécifiquement paysanne, qui déjà, à plusieurs reprises, a permis de redresser, autant que cela était possible, la situation alimentaire. Ce sont les petites exploitations individuelles, qui, sui-

vant la situation économique générale du pays, sont tantôt simplement tolérées, tantôt au contraire encouragées par le pouvoir. Et c'est précisément cette soixante-dixième partie des terres cultivables d'U.R.S.S., travaillée par des particuliers et ne disposant pas des moyens techniques mis à la disposition des kolkhozes, qui permet de combler les lacunes de l'agriculture et de l'élevage d'Etat. Il suffit de préciser que selon l'ouvrage « U.R.S.S. 75 », le tiers du cheptel de vaches, soit 14.600.000 têtes, appartenaient en 1974 exclusivement aux petites exploitations individuelles. En outre, celles-ci élevaient 13.500.000 porcs (soit 1/5 du nombre total) et 37.400.000 moutons (c'est-à-dire 1/4 du chiffre total). Ainsi, 57 ans après la révolution, la population dépendait toujours dans une importante mesure de l'économie privée.

La direction suprême en est encore à rechercher des formules-miracle, qui apporteraient, d'une part, l'abondance au pays et répondraient, d'autre part, aux canons sacrosaints du marxisme-léninisme. C'est ainsi que, dans son discours du 16 mars 1974, Léonid Brejnev proposait de chambarder une fois de plus la structure des campagnes en liquidant tout simplement les kolkhozes et en les remplaçant par des « complexes agro-industriels ». Une telle refonte exigerait le transfert de cent millions de paysans dans des complexes semi-urbains, détruisant ce qui reste encore chez eux d'affection envers la terre natale et risquant de compromettre gravement l'essor des petites exploitations individuelles qui permettent à la population de ne pas mourir de faim.

INDIFFÉRENCE ET GABEGIE

Parallèlement à l'extension au monde entier de l'activité agressive de l'U.R.S.S. et au renforcement de son potentiel militaire, on observe curieusement au sein même de la société soviétique une lassitude générale croissante, se traduisant notamment par un sentiment d'indifférence à l'égard des tâches à exécuter, si importantes soient-elles.

L'écoute de plus en plus large, malgré le brouillage, des émetteurs occidentaux en langue russe, l'établissement progressif, bien que proscrit, de contacts, si ténus soient-ils, avec les étrangers, la lecture de littérature interdite, tout cela contribue à développer graduellement une vague de scepticisme à l'égard de tout ce qui émane des autorités, ainsi qu'un cynisme de plus en plus apparent dans la conduite des gens.

Certains phénomènes nouveaux se manifestent également, sans prendre pour autant, du moins provisoirement, de proportions menaçantes.

(1) Voir Michel Slavinsky : « Les exploitations individuelles, planche de salut de l'économie soviétique » dans *Est et Ouest*, n° 649, mars 1981.

GRÈVES

C'est ainsi que l'on a remarqué depuis quelques années l'apparition de grèves, notamment dans les entreprises où les travailleurs soviétiques se trouvent en contact avec des ouvriers étrangers.

Comme l'a signalé la revue *Possev*, un arrêt de travail des chauffeurs des cars servant au transport du personnel paralysa, dans la nuit du 9 au 10 août 1979, les immenses usines automobiles de la ville de Togliatti. Après diverses tentatives pour briser le mouvement, l'administration finit par capituler et toutes les revendications des ouvriers furent satisfaites. Par la suite, de nombreux travailleurs furent convoqués au K.G.B. pour des « entretiens particuliers ».

Au début du mois de mai 1980, les mêmes usines, ainsi que celles de Gorki furent paralysées durant plusieurs jours par un nouveau mouvement revendicatif. Ainsi, le 6 mai, des dizaines de milliers d'ouvriers se trouvèrent une fois de plus privés de moyens de transport. D'autres mouvements revendicatifs ont éclaté en 1980 à l'usine de tracteurs de Minsk. Les exigences des ouvriers furent satisfaites, mais les instigateurs disparurent après avoir été convoqués au K.G.B.

Une agitation ouvrière et des grèves ont également été signalées en 1980 dans la ville de Nickel (région de Mourmansk), à Tartu en Estonie, ainsi qu'à l'usine de réfrigérateurs de Minsk. Dans chaque cas, les revendications auraient été satisfaites, mais les instigateurs arrêtés.

Certes, aucun de ces mouvements ne met le système en danger. Toutefois, les grèves constituent de nouvelles preuves de lassitude à l'échelle du pays tout entier. Elles peuvent prendre de l'extension, comme ce fut le cas en 1962 à Novotcherkassk. C'est la raison pour laquelle les autorités s'empressent de satisfaire

EST & OUEST

TARIF 1981

Abonnement annuel — France : 100 F.

Marché commun : 120 F.

Etranger : 150 F.

Supplément avion : + 50 F.

Le numéro : 12 F.

est édité par

Le Centre d'Archives et de Documentation

86, boulevard Haussmann - Paris 8°

C.C.P. PARIS 8477-17

les justes revendications des ouvriers et de faire disparaître les meneurs.

ETOUFFEMENT DE LA DISSIDENCE

Au cours des dernières années, de nombreuses actions ont été entreprises par le K.G.B. à travers tout le pays pour étouffer définitivement la dissidence. Si l'on ne peut pas dire que l'opération ait entièrement réussi, car les racines du phénomène sont restées intactes, il faut cependant reconnaître que la Sécurité d'Etat est parvenue du moins à baillonner le mouvement.

Selon un communiqué de la section autrichienne d'Amnesty International, entre le mois d'octobre 1979 et le mois de juin 1980, au moins 144 dissidents ont été arrêtés et condamnés à diverses peines de prison, de camp ou d'asile psychiatrique.

Mais il y a également autre chose. Comme le précise la même revue *Possev* sur la foi d'un document récemment parvenu d'U.R.S.S., l'activité des contestataires eux-mêmes se réduit progressivement.

Une jeune croyante de Moscou, Irina Zaleskaya, écrivait dernièrement dans un appel reproduit par la *Pensée russe* paraissant à Paris :

« Pour ceux qui prennent la fuite, le peuple russe cesse tout simplement d'exister en tant que notion digne d'intérêt. Partir le plus rapidement possible pour ne plus rien voir de ce qui nous entoure, pour respirer enfin librement... »

« Le mouvement des dissidents compte beaucoup d'hommes purs, prêts à se sacrifier pour la Cause, mais dans l'ensemble, il s'est déconsidéré par cette fuite, en se contentant de la liberté pour soi-même. Le fossé existant entre le mouvement des dissidents et le peuple, approfondi encore par la propagande soviétique, mais simplement approfondi et non creusé, est immense... »

LES NOUVEAUX COURANTS FRONDEURS

En réalité, sur le fond désespérément résigné, matérialiste et imbu de cynisme que l'on observe aujourd'hui en U.R.S.S., des phénomènes nouveaux voient le jour et de l'essor qu'ils prendront, dépendront bien des choses dans l'avenir.

Il y a avant tout l'intérêt croissant pour les problèmes philosophiques et spirituels. Deux enquêtes confidentielles ont par exemple été réalisées à ce point de vue en 1971 et en 1979 dans les milieux ouvriers de Léninegrad. Les résultats sont éloquentes.

Ainsi, seuls 3,5 % des incroyants interrogés se sont déclarés compétents dans les problèmes touchant à la religion. 56 % ont reconnu ne pas savoir que répondre dans une discussion avec un croyant.

Parmi les diverses questions que comportait l'enquête figurait notamment le problème du rôle de l'Eglise dans la vie sociale. En 1971, les points de vue marxistes furent professés par 27 % des personnes interrogées. En 1979, ce pourcentage est tombé à 10 %. Au cours de la première enquête, 17 % faisaient preuve d'une attitude anti-religieuse primitive et vulgaire (par exemple : « tous les papes sont des menteurs »). Huit ans plus tard, ce pourcentage est tombé à 4 %. Une chute aussi brutale semble s'expliquer par le départ en retraite de vieux ouvriers, formés au cours des années 1920 et 1930 par « l'Union des athées militants ». Le nombre des personnes ayant éludé le problème en déclarant ne pas savoir que répondre était de 34 % en 1971 et de 49 % des incroyants en 1979.

L'une des questions consistait à formuler les raisons de l'absence de convictions religieuses. En 1971, 39 % des personnes interrogées ont expliqué leur attitude par l'attachement à la philosophie marxiste. Elles n'étaient plus que 20 % en 1979. Ne purent donner aucun éclaircissement 11 % en 1971 et 29 % au cours de la seconde enquête.

A Leningrad, le sondage d'opinion porta notamment sur le baptême. Il s'avéra qu'en 1964, la proportion des enfants baptisés était de 26 %. En 1971, ce chiffre était tombé à 19,2 %, pour remonter de nouveau, huit ans plus tard, jusqu'au niveau de 1964. Il faut d'ailleurs signaler que 3,1 % des enfants baptisés appartiennent à des familles inféodées au parti.

Le second problème agitant de larges milieux populaires en U.R.S.S. est la recrudescence des nationalismes. Dans certaines républiques, telles que les pays baltes, l'Ukraine et la Géorgie, les sentiments anti-russes se donnent libre cours. Il faut cependant noter qu'en Russie même, c'est-à-dire en R.S.F.S.R., on as-

siste également à une renaissance du patriotisme, dont certaines formes prônent énergiquement le culte des traditions ancestrales, essentiellement pacifiques et entièrement imprégnées d'esprit chrétien.

Ainsi, dans un appel aux jeunes Américains, reproduit par la revue « *Rousskoyé Vozrojdénié* », publiée à New-York, les membres du Séminaire chrétien pour les problèmes de renaissance religieuse écrivaient récemment de Moscou :

« Parvenus jusqu'à l'extrême limite du désespoir humain et après avoir jeté un regard vers l'abîme où trépassent les âmes, nous entendîmes un appel salutaire, qui était la voix de nos aïeux, de nos pères, de nos saints. Nous avons retrouvé l'authentique Russie. Comme des archéologues à travers la masse des falsifications et des interdits, nous pûmes découvrir les traits de l'histoire religieuse et de la culture russe. Le mystère de la présence et de l'activité de l'Eglise en Russie et du Christ dans le monde s'est entrouvert à nous... ».

QUE CONCLURE ?

L'état de l'U.R.S.S. est ce que nous venons de décrire.

Les dangers de guerre existent, même s'ils ne sont pas toujours perçus. Mais ce qui est encore plus important, c'est la poursuite de l'idée de révolution mondiale par une subversion généralisée à tous les continents.

Seul, un renforcement du potentiel militaire occidental, accompagné d'une conduite énergique et non-équivoque dans le tiers-monde, d'une fermeté résolue contre l'action des « cinquièmes colonnes », et une politique mettant en valeur et appuyant les forces autochtones sur les territoires contrôlés par l'U.R.S.S. pourraient permettre à l'Occident d'empêcher que ne se poursuivent les conquêtes successives de l'U.R.S.S., et de limiter les dangers nés de son surarmement.

Michel SLAVINSKY.